

2° Het vierde lid van hetzelfde artikel wordt vervangen als volgt :

« De aandelen tot kapitaalvorming mogen niet afgestaan worden. De overige aandelen van een vennoot mogen alleen aan een andere vennoot worden afgestaan. »

3° Het vijfde lid van hetzelfde artikel wordt opgeheven.

**Art. 29.** Artikel D.384 van hetzelfde Boek wordt opgeheven.

**Art. 30.** Artikel D.385, § 1, eerste lid, van hetzelfde Boek wordt opgeheven.

**Art. 31.** In artikel D.386, eerste lid, van hetzelfde Boek worden de woorden "op 31 december 2000" geschrapt.

**Art. 32.** Artikel D.387, § 3, van hetzelfde Boek wordt opgeheven.

**Art. 33.** In artikel D.388, eerste lid, van hetzelfde Boek worden de woorden "Als compensatie voor de overdracht" vervangen door de woorden "Ter compensatie van de overdracht" en worden de woorden "in de artikelen D.384 tot D.386" vervangen door de woorden "in de artikelen D.385 tot D.386".

**Art. 34.** In artikel D.389 van hetzelfde Boek worden de woorden "in de artikelen D.384 en D.386" vervangen door de woorden "in artikel D.386".

**Art. 35.** Artikel D.390 van hetzelfde Boek wordt opgeheven.

#### HOOFDSTUK II. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 36.** De raden voor de exploitatie bedoeld in artikel D.372 van Boek II van het Milieuwetboek worden uiterlijk 31 maart 2007 ingesteld. Ze beginnen hun bevoegdheden effectief uit te oefenen op de datum vastgelegd door de raad van bestuur.

**Art. 37.** De leden van het directiecomité benoemd bij het besluit van de Regering van 26 april 2001 blijven hun functie uitoefenen tot de einddatum van hun mandaat. Desgevallend behouden ze de hoedanigheid van personeelslid van de "Société wallonne des eaux" op de vervaldatum van hun mandaat.

De Regering kan vanaf de inwerkingtreding van dit decreet één of twee leden van het directiecomité van de "Société wallonne des eaux" benoemen voor een termijn van zes jaar, die ingaat op de datum van hun benoeming, overeenkomstig artikel D.368 van Boek II van het Milieuwetboek.

**Art. 38.** Het college van commissarissen in functie bij de "Société wallonne des eaux" op de datum van inwerkingtreding van dit decreet wordt gehandhaafd tot na afloop van de gewone algemene vergadering van 2007.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 juli 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrustingen en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Vorming,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2005-2006.*

*Stukken van de Raad* 418 (2005-2006), nrs. 1 tot 8.

*Volledig verslag*, openbare vergadering van 19 juni 2006.

Bespreking. Stemming.

---

#### MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 3442

[2006/202843]

#### 13 JUILLET 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, fixant les modalités du droit d'accès à l'information en matière d'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2003/4/CE du Parlement européen et du Conseil, du 28 janvier 2003, concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement et abrogeant la Directive 90/313/CEE du Conseil;

Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, tel que modifié par le décret du 16 mars 2006 et notamment de l'article D.20-4, alinéa 4;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 avril 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 juillet 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 31 mai 2006 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;  
Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les articles R.17 et R.18. du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement sont remplacés par les dispositions suivantes :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modèle de document*

**Art. R.17.** Les documents à utiliser par les autorités publiques pour accuser réception des demandes d'information, de suppression des erreurs ou de correction des informations, pour prolonger les délais d'accès à l'information, ou pour refuser totalement ou partiellement la communication des données, sont établis conformément aux modèles visés respectivement aux annexes I<sup>re</sup> à IV.

CHAPITRE II. — *Commission de recours*

**Art. R.18.** Les membres de la commission de recours ont droit à un jeton de présence de 57,60 euros.

Le président et les membres de la commission de recours ont droit au remboursement des frais de déplacement suivant les modalités prévues par le Livre IV, Titre II, chapitre I<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon portant le Code de la Fonction publique wallonne.

**Art. 2.** Dans la partie réglementaire du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, les annexes I<sup>re</sup> à III sont remplacées comme suit :

**Annexe I<sup>re</sup>**

ACCUSE DE RECEPTION

(Date) (x) .....

OBJET : Demande d'information relative à l'environnement.

Accusé de réception.

Conformément à l'article D.14, § 2, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, j'accuse réception de votre lettre datée du (x) ..... reçue le (x) ..... et concernant une demande d'information relative à (x) .....

(xx) 1) Le(s) document(s) demandé(s) pourra(ont) être consulté(s) gratuitement à partir du (x) ..... (date) .....

à l'adresse ci-après (x) .....

les (jours et heures) (x) .....

(xx) 2) Le(s) document(s) demandé(s) vous sera(ont) transmis contre remboursement avant le (x) ..... à ..... euro/page.

(xx) 3) Une réponse à votre demande vous sera fournie avant le (x) ..... (date)

(x) (signature) .....

Personne de contact (x) :

Téléphone (x) :

Adresse électronique (x) :

( x ) : à compléter

(xx) : biffer la mention inutile

MODALITES DE RECOURS  
Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement (extraits)

**Art. D.15. § 1<sup>er</sup>.** L'autorité publique met à disposition du demandeur les informations environnementales demandées :

*a.* dès que possible et, au plus tard, dans le mois qui suit la réception de la demande, ou;

*b.* dans les deux mois qui suivent la réception de la demande, lorsque le volume et la complexité des informations sont tels que le délai d'un mois visé au point *a.* ne peut être respecté.

En pareil cas, l'autorité publique informe dès que possible et, en tout état de cause, avant la fin du délai d'un mois visé au point *a.*, de toute prolongation du délai et des motifs de cette prolongation.

§ 2. Si une demande d'information est formulée d'une manière trop générale, l'autorité publique invite le demandeur dès que possible et, au plus tard, avant l'expiration du délai prévu au § 1<sup>er</sup>, point *a.*, à la préciser davantage et l'aide à cet effet de manière adéquate.

§ 3. Lorsqu'une demande d'information environnementale porte sur l'article D.11, 5<sup>o</sup>, *b.*, l'autorité publique y répond en indiquant, le cas échéant, l'endroit où les indications concernant les procédés de mesure, en ce compris les procédés d'analyse, de prélèvement et de préparation des échantillons, utilisés pour la collecte de ces informations, peuvent être trouvées ou en faisant référence à une procédure standardisée.

**Art. D.20-6** Tout demandeur qui considère que sa demande d'information a été ignorée, abusivement ou indûment rejetée, en tout ou en partie, ou bien qu'elle a été insuffisamment prise en compte ou n'a pas été traitée conformément au présent chapitre, peut introduire un recours auprès de la Commission de recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement contre les actes ou omissions de l'autorité publique concernée.

Le recours est formé par requête adressée au secrétariat de la Commission de recours par lettre recommandée à la poste ou par tout autre moyen conférant date certaine et définie par le Gouvernement. Le recours doit être formé dans les quinze jours de la réception de la notification de la décision contestée ou, en l'absence d'une telle décision, dans les quinze jours qui suivent l'expiration des délais prévus à l'article D.15.

**Art. D.20-7.** La requête énonce :

1<sup>o</sup> l'identité et le domicile du requérant;

2<sup>o</sup> l'identité et le siège de l'autorité publique à laquelle la demande d'information a été faite;

3<sup>o</sup> l'objet de la demande d'information ou de la demande de la suppression des erreurs ou de la correction des informations;

4° les moyens du recours.

Le requérant produit, en outre, en annexe à sa requête, toutes pièces qu'il juge utiles et un inventaire détaillé des informations qu'il aurait partiellement reçues.

Adresse du Secrétariat de la Commission de recours  
 Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement  
 Avenue Prince de Liège 15  
 5100 Namur

## Annexe II

### PROLONGATION DES DELAIS

Envoi par recommandé (Date) (x) .....

OBJET : Demande d'information relative à l'environnement.

Prolongation des délais fixés.

Suite à votre lettre du (x) ..... concernant une demande d'information relative (x)

Je vous informe que le délai fixé pour répondre à votre demande d'accès à l'information est prolongé, jusque (x) ..... (date) en raison de l'impossibilité matérielle de fournir l'accès des pièces sollicitées dans le délai prescrit.

(motiver comme suit) (x)

(signature) (x) .....

Personne de contact (x) :

Téléphone (x) :

Adresse électronique (x) :

(x) à compléter.

### MODALITES DE RECOURS

#### Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement (extraits)

Art. D.15. § 1<sup>er</sup>. L'autorité publique met à disposition du demandeur les informations environnementales demandées :

*a.* dès que possible et, au plus tard, dans le mois qui suit la réception de la demande, ou;

*b.* dans les deux mois qui suivent la réception de la demande, lorsque le volume et la complexité des informations sont tels que le délai d'un mois visé au point *a.* ne peut être respecté.

En pareil cas, l'autorité publique informe dès que possible et, en tout état de cause, avant la fin du délai d'un mois visé au point *a.*, de toute prolongation du délai et des motifs de cette prolongation.

§ 2. Si une demande d'information est formulée d'une manière trop générale, l'autorité publique invite le demandeur dès que possible et, au plus tard, avant l'expiration du délai prévu au § 1<sup>er</sup>, point *a.*, à la préciser davantage et l'aide à cet effet de manière adéquate.

§ 3. Lorsqu'une demande d'information environnementale porte sur l'article D.11, 5°, *b.*, l'autorité publique y répond en indiquant, le cas échéant, l'endroit où les indications concernant les procédés de mesure, en ce compris les procédés d'analyse, de prélèvement et de préparation des échantillons, utilisés pour la collecte de ces informations, peuvent être trouvées ou en faisant référence à une procédure standardisée.

Art. D.20-6 Tout demandeur qui considère que sa demande d'information a été ignorée, abusivement ou indûment rejetée, en tout ou en partie, ou bien qu'elle a été insuffisamment prise en compte ou n'a pas été traitée conformément au présent chapitre, peut introduire un recours auprès de la Commission de recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement contre les actes ou omissions de l'autorité publique concernée.

Le recours est formé par requête adressée au secrétariat de la Commission de recours par lettre recommandée à la poste ou par tout autre moyen conférant date certaine et définie par le Gouvernement. Le recours doit être formé dans les quinze jours de la réception de la notification de la décision contestée ou, en l'absence d'une telle décision, dans les quinze jours qui suivent l'expiration des délais prévus à l'article D.15.

Art. D.20-7. La requête énonce :

1° l'identité et le domicile du requérant;

2° l'identité et le siège de l'autorité publique à laquelle la demande d'information a été faite;

3° l'objet de la demande d'information ou de la demande de la suppression des erreurs ou de la correction des informations;

4° les moyens du recours.

Le requérant produit, en outre, en annexe à sa requête, toutes pièces qu'il juge utiles et un inventaire détaillé des informations qu'il aurait partiellement reçues.

Adresse du Secrétariat de la Commission de recours  
 Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement  
 Avenue Prince de Liège 15  
 5100 Namur

## Annexe III

## REFUS

Envoi par recommandé (Date) (x) .....

OBJET : Demande d'information relative à l'environnement.

Refus total ou partiel d'accès à l'information.

Suite à votre lettre du (x) ..... concernant une demande d'information relative à (x) .....

Je vous informe que les données relatives à (x) ..... ne pourront vous être communiquées pour les motifs suivants : (xx) .....

O - la demande porte sur des communications internes;

O - la demande est manifestement abusive;

O - la demande est formulée d'une manière trop générale;

O - l'information est susceptible de porter atteinte :

+ au secret des délibérations du Gouvernement, du collège des bourgmestre et échevins, de la députation permanente;

+ au secret des négociations interrégionales, nationales, internationales de la Région;

+ au secret des procédures engagées devant les juridictions;

+ au secret commercial et industriel;

+ au secret de la vie privée, et notamment au respect des dispositions relatives à la protection et à la confidentialité des données nominatives des archives et des fichiers administratifs.

Motivation (x) .....

.....

(signature) (x) .....

(x) à compléter.

(xx) cocher le (les) motif(s).

MODALITES DE RECOURS  
Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement (extraits)

Art. D.15. § 1<sup>er</sup>. L'autorité publique met à disposition du demandeur les informations environnementales demandées :

*a.* dès que possible et, au plus tard, dans le mois qui suit la réception de la demande, ou;

*b.* dans les deux mois qui suivent la réception de la demande, lorsque le volume et la complexité des informations sont tels que le délai d'un mois visé au point *a.* ne peut être respecté.

En pareil cas, l'autorité publique informe dès que possible et, en tout état de cause, avant la fin du délai d'un mois visé au point *a.*, de toute prolongation du délai et des motifs de cette prolongation.

§ 2. Si une demande d'information est formulée d'une manière trop générale, l'autorité publique invite le demandeur dès que possible et, au plus tard, avant l'expiration du délai prévu au § 1<sup>er</sup>, point *a.*, à la préciser davantage et l'aide à cet effet de manière adéquate.

§ 3. Lorsqu'une demande d'information environnementale porte sur l'article D.11, 5<sup>o</sup>, *b.*, l'autorité publique y répond en indiquant, le cas échéant, l'endroit où les indications concernant les procédés de mesure, en ce compris les procédés d'analyse, de prélèvement et de préparation des échantillons, utilisés pour la collecte de ces informations, peuvent être trouvées ou en faisant référence à une procédure standardisée.

Art.D.18. § 1<sup>er</sup>. Tout pouvoir public, qu'il s'agisse d'une autorité publique au sens du présent titre, ou d'une institution relevant d'un autre niveau de pouvoir que la Région wallonne, peut rejeter une demande d'information environnementale dans les cas suivants :

*a.* l'information demandée n'est pas détenue par l'autorité publique à laquelle la demande est adressée ou pour son compte. En pareil cas, lorsque l'autorité publique sait que l'information est détenue par une autre autorité publique ou pour son compte, elle transmet dès que possible la demande à cette autre autorité et en informe le demandeur ou lui indique auprès de quelle autorité celui-ci pourra obtenir l'information demandée; si l'autorité à laquelle est transmise la demande est soumise à l'application du présent titre, elle est réputée saisie en application de celui-ci, à partir du moment où elle reçoit la demande qui lui est transmise;

*b.* la demande est manifestement abusive;

*c.* la demande est formulée de manière trop générale, même après l'application de l'article D.15, § 2;

*d.* la demande concerne des documents en cours d'élaboration ou des documents ou données inachevés. Dans ce cas, l'autorité publique désigne l'autorité qui élabore les documents ou données en question et indique le délai jugé nécessaire pour les finaliser;

*e.* la demande concerne des communications internes.

§ 2. Les motifs de refus visés au § 1<sup>er</sup> sont interprétés de manière restrictive en tenant compte de l'intérêt que présente pour le public la divulgation de l'information. Dans chaque cas particulier, l'autorité publique met en balance l'intérêt public servi par la divulgation avec l'intérêt servi par le refus de divulguer.

Art.D.19. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des dispositions nationales applicables en Région wallonne, le droit d'accès à l'information garanti par le présent titre peut être limité dans la mesure où son exercice est susceptible de porter atteinte, dans la sphère des compétences de la Région wallonne :

*a.* à la confidentialité des délibérations des autorités publiques;

*b.* aux relations internationales et à la sécurité publique;

*c.* à la bonne marche de la justice, à la possibilité pour toute personne d'être jugée équitablement ou à la capacité d'une autorité publique de mener une enquête à caractère pénal ou disciplinaire;

*d.* à la confidentialité des informations commerciales ou industrielles, lorsque cette confidentialité est légalement prévue afin de protéger un intérêt économique légitime, y compris l'intérêt public lié à la préservation de la confidentialité des statistiques et du secret fiscal;

*e.* à des droits de propriété intellectuelle;

*f.* à la confidentialité des données à caractère personnel ou des dossiers concernant une personne physique, si cette personne n'a pas consenti à la divulgation de ces informations;

g. aux intérêts ou à la protection de toute personne qui a fourni les informations demandées sur base volontaire sans y être contrainte par décret ou sans que le décret puisse l'y contraindre, à moins que cette personne n'ait consenti à la divulgation de ces données;

h. à la protection de l'environnement auquel se rapportent les informations.

Tout pouvoir public, qu'il s'agisse d'une autorité publique au sens du présent titre ou d'une institution relevant d'un autre niveau de pouvoir que la Région wallonne, peut faire valoir ces motifs de limitation.

§ 2. Les motifs de limitation visés au § 1<sup>er</sup> sont interprétés de manière restrictive en tenant compte de l'intérêt que présente pour le public la divulgation de l'information. Dans chaque cas particulier, l'autorité publique met en balance l'intérêt public servi par la divulgation avec l'intérêt servi par le refus de divulguer.

L'autorité publique ne peut refuser une demande en vertu du § 1<sup>er</sup>, a., d., f., g. et h., lorsqu'elle concerne des informations relatives à des émissions dans l'environnement.

Art. D.20-1. § 1<sup>er</sup>. Tout refus total ou partiel de communication des informations sur la base des articles D.18, § 1<sup>er</sup>, et D.19, § 1<sup>er</sup>, fait l'objet d'une décision motivée et est notifié par écrit au demandeur, dans le délai fixé à l'article D.15, § 1<sup>er</sup>, a., ou, le cas échéant, dans le délai fixé à l'article D.15, § 1<sup>er</sup>, b.

§ 2. La notification de refus doit mentionner clairement les possibilités et les modalités de recours dont dispose le demandeur conformément à la section III du présent chapitre.

Art. D.20-6. Tout demandeur qui considère que sa demande d'information a été ignorée, abusivement ou indûment rejetée, en tout ou en partie, ou bien qu'elle a été insuffisamment prise en compte ou n'a pas été traitée conformément au présent chapitre, peut introduire un recours auprès de la Commission de recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement contre les actes ou omissions de l'autorité publique concernée.

Le recours est formé par requête adressée au secrétariat de la Commission de recours par lettre recommandée à la poste ou par tout autre moyen conférant date certaine et définie par le Gouvernement. Le recours doit être formé dans les quinze jours de la réception de la notification de la décision contestée ou, en l'absence d'une telle décision, dans les quinze jours qui suivent l'expiration des délais prévus à l'article D.15.

Art. D.20-7. La requête énonce :

1° l'identité et le domicile du requérant;

2° l'identité et le siège de l'autorité publique à laquelle la demande d'information a été faite;

3° l'objet de la demande d'information ou de la demande de la suppression des erreurs ou de la correction des informations;

4° les moyens du recours.

Le requérant produit, en outre, en annexe à sa requête, toutes pièces qu'il juge utiles et un inventaire détaillé des informations qu'il aurait partiellement reçues.

Adresse du Secrétariat de la Commission de recours

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

Avenue Prince de Liège 15

5100 Namur

**Art. 3.** Les articles R.19 à R.33 sont abrogés.

**Art. 4.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 juillet 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 3442

[2006/202843]

#### 13. JULI 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, in dem die Modalitäten des Rechts auf Zugang zu Umweltinformationen festgelegt werden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 2003/4/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 28. Januar 2003 über den Zugang der Öffentlichkeit zu Umweltinformationen und zur Aufhebung der Richtlinie 90/313/EWG des Rates;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 16. März 2006 abgeänderten Fassung, und insbesondere seines Artikels D.20-4 Absatz 4;

Aufgrund des am 14. April 2006 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 13. Juli 2006 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 31. Mai 2006 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1<sup>o</sup> der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus; Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die Artikeln R.17 und R.18 des Buches I des Umweltgesetzbuches werden durch folgende Bestimmungen ersetzt:

#### KAPITEL I — Muster für die Dokumente

**Art. R.17** - Die Dokumente, die die öffentlichen Behörden benutzen müssen, um den Empfang von Anträgen betreffend Informationen, Beseitigung von Irrtümern oder Berichtigung von Informationen zu bestätigen, um Fristen für den Zugang zu Informationen zu verlängern oder um die Übermittlung von Daten ganz oder teilweise zu verweigern, werden nach den in den Anlagen I bis IV angeführten Mustern aufgestellt.

KAPITEL II — *Einspruchskommission*

**Art. R.18** - Die Mitglieder der Einspruchskommission haben ein Anrecht auf ein Anwesenheitsgeld in Höhe von 57,60 Euro;

Der Vorsitzende und die Mitglieder der Einspruchskommission haben ein Anrecht auf Rückerstattung der Fahrtkosten gemäß den in Buch IV, Titel II, Kapitel I des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes vorgesehenen Modalitäten.

**Art. 2** - Im verordnungsrechtlichen Teil des Buches I des Umweltgesetzbuches werden die Anlagen I bis III folgendermaßen ersetzt:

**ANLAGE I**  
**EMPFANGSBESTÄTIGUNG**

(Datum) (x) .....

BETR.: Informationsantrag betreffend die Umwelt.

Empfangsbestätigung.

Gemäß Artikel D.14 § 2 des Buches I des Umweltgesetzbuches bestätige ich den Empfang Ihres Schreibens vom (x) ., das ich am (x) . erhalten habe und sich auf einen Informationsantrag betreffend (x) .....bezieht.

(xx) 1) Ab dem (x) ..... (Datum) kann an der folgenden Anschrift: (x) ..... an den folgenden Tagen und zu folgenden Uhrzeiten (x) ..... in die beantragte(n) Unterlage(n) kostenlos Einsicht genommen werden.

(xx) 2) Die beantragte(n) Unterlage(n) wird(werden) Ihnen per Nachnahme zu ..... Euro/Seite vor dem (x) ..... zugeschickt.

(xx) 3) Ihr Antrag wird vor dem (x) ..... (Datum) beantwortet.

(x) (Unterschrift) .....

Kontaktperson (x):

Telefon (x):

E-Mail-Adresse (x):

\_\_\_\_\_

(x): bitte ausfüllen

(xx): Unzutreffendes bitte streichen

**MODALITÄTEN DES EINSPRUCHS**  
Buch I des Umweltgesetzbuches (Auszüge)

**Art. D.15 - § 1** - Die öffentliche Behörde stellt dem Antragsteller die angeforderten Umweltinformationen zur Verfügung:

*a.* so bald wie möglich, spätestens jedoch innerhalb eines Monats nach Eingang des Antrags, oder;

*b.* innerhalb von zwei Monaten nach Eingang des Antrags, falls die Information derart umfangreich und komplex ist, dass die unter Buchstabe *a.* erwähnte einmonatige Frist nicht eingehalten werden kann.

In diesem Fall teilt die öffentliche Behörde die Verlängerung der Frist unter Angabe der Gründe für diese Verlängerung so bald wie möglich, in jedem Fall jedoch vor Ablauf der unter Punkt *a.* erwähnten einmonatigen Frist, mit.

§ 2. Ist ein Antrag zu allgemein formuliert, so fordert die Behörde den Antragsteller so bald wie möglich, spätestens jedoch vor Ablauf der in Absatz 1, Punkt *a.* vorgesehenen Frist, auf, den Antrag genauer zu präzisieren, und unterstützt ihn dabei auf angemessene Weise.

§ 3. Wenn ein Antrag auf Umweltinformationen Artikel D.11, 5°, *b.* betrifft, antwortet die öffentliche Behörde darauf, indem sie gegebenenfalls den Ort angibt, wo die Angaben in Bezug auf die Messverfahren, einschließlich der Verfahren zur Analyse, Entnahme und Vorbereitung der für die Sammlung dieser Informationen verwendeten Proben, zu finden sind, oder indem sie auf ein standardisiertes Verfahren hinweist.

**Art. D.20-6** - Jeder Antragsteller, der der Ansicht ist, dass sein Informationsantrag unbeachtet geblieben, missbräuchlicher- oder unberechtigtweise, ganz oder teilweise, abgelehnt, unzureichend in Betracht gezogen oder nicht gemäß dem vorliegenden Kapitel bearbeitet worden ist, kann gegen die Handlungen oder Versäumnisse der betreffenden öffentlichen Behörde bei der Einspruchskommission für das Recht auf Zugang zu Umweltinformationen Einspruch einlegen.

Der Einspruch wird mittels einer Klageschrift eingelegt, die an das Sekretariat der Einspruchskommission per bei der Post aufgegebenen Einschreibens oder durch jedes andere Mittel, das dem Dokument ein sicheres und durch die Regierung bestimmtes Datum verleiht, gerichtet wird. Der Einspruch muss binnen fünfzehn Tagen nach dem Eingang der Zustellung des angefochtenen Beschlusses, oder mangels eines solchen Beschlusses, binnen fünfzehn Tagen nach Ablauf der in Art. D.15 vorgesehenen Fristen eingelegt werden.

**Art. D.20-7** - In der Klageschrift stehen folgende Angaben:

1° Personalien und Wohnsitz des Antragstellers;

2° Identität und Sitz der öffentlichen Behörde, bei der der Informationsantrag eingereicht worden ist;

3° der Gegenstand des Antrags auf Informationen oder auf Beseitigung der Irrtümer oder auf Berichtigung der Informationen;

4° die Mittel des Einspruchs.

Als Anlage zu seiner Klageschrift legt der Antragsteller außerdem alle von ihm für notwendig erachteten Schriftstücke und eine ausführliche Bestandsaufnahme der Informationen bei, die er teilweise bekommen hat.

ANSCHRIFT DES SEKRETARIATS DER EINSPRUCHSKOMMISSION

Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt

Avenue Prince de Liège 15

5100 Namur

## ANLAGE II

## VERLÄNGERUNG DER FRISTEN

Einschreiben ..... (Datum) (x) .....

BETR.: Informationsantrag betreffend die Umwelt.  
 Verlängerung der festgelegten Fristen.  
 Infolge Ihres Schreibens vom (x) ..... über einen Informationsantrag betreffend (x) .....  
 teile ich Ihnen mit, dass die Ihrem Antrag auf Zugang zu der Information entsprechende Frist wegen der praktischen  
 Unmöglichkeit, innerhalb der vorgeschriebenen Frist den Zugang zu gewähren, bis zum (x) .....  
 (Datum) verlängert wird.  
 (Begründung) (x) .....

.....  
 (Unterschrift (x) .....

Kontaktperson (x):  
 Telefon (x):  
 E-Mail-Adresse (x):

.....

(x) bitte ausfüllen

MODALITÄTEN DES EINSPRUCHS  
 Buch I des Umweltgesetzbuches (Auszüge)

Art. D.15 - § 1 - Die öffentliche Behörde stellt dem Antragsteller die angeforderten Umweltinformationen zur Verfügung:

- a.* so bald wie möglich, spätestens jedoch innerhalb eines Monats nach Eingang des Antrags, oder
- b.* innerhalb von zwei Monaten nach Eingang des Antrags, falls die Information derart umfangreich und komplex ist, dass die unter Buchstabe *a.* erwähnte einmonatige Frist nicht eingehalten werden kann.

In diesem Fall teilt die öffentliche Behörde die Verlängerung der Frist unter Angabe der Gründe für diese Verlängerung so bald wie möglich, in jedem Fall jedoch vor Ablauf der unter Punkt *a.* erwähnten einmonatigen Frist, mit.

§ 2 - Ist ein Antrag zu allgemein formuliert, so fordert die Behörde den Antragsteller so bald wie möglich, spätestens jedoch vor Ablauf der in Absatz 1, Punkt *a.* vorgesehenen Frist, auf, den Antrag genauer zu präzisieren, und unterstützt ihn dabei auf angemessene Weise.

§ 3 - Wenn ein Antrag auf Umweltinformationen Artikel D.11, 5°, *b.* betrifft, antwortet die öffentliche Behörde darauf, indem sie gegebenenfalls den Ort angibt, wo die Angaben in Bezug auf die Messverfahren, einschließlich der Verfahren zur Analyse, Entnahme und Vorbereitung der für die Sammlung dieser Informationen verwendeten Proben, zu finden sind, oder indem sie auf ein standardisiertes Verfahren hinweist.

Art. D.20-6 - Jeder Antragsteller, der der Ansicht ist, dass sein Informationsantrag unbeachtet geblieben, missbräuchlicher- oder unberechtigterweise, ganz oder teilweise, abgelehnt, unzureichend in Betracht gezogen oder nicht gemäß dem vorliegenden Kapitel bearbeitet worden ist, kann gegen die Handlungen oder Versäumnisse der betreffenden öffentlichen Behörde bei der Einspruchskommission für das Recht auf Zugang zu Umweltinformationen Einspruch einlegen.

Der Einspruch wird mittels einer Klageschrift eingelegt, die an das Sekretariat der Einspruchskommission per bei der Post aufgegebenen Einschreibens oder durch jedes andere Mittel, das dem Dokument ein sicheres und durch die Regierung bestimmtes Datum verleiht, gerichtet wird. Der Einspruch muss binnen fünfzehn Tagen nach dem Eingang der Zustellung des angefochtenen Beschlusses, oder mangels eines solchen Beschlusses, binnen fünfzehn Tagen nach Ablauf der in Art. D.15 vorgesehenen Fristen eingelegt werden.

Art. D.20-7 - In der Klageschrift stehen folgende Angaben:

- 1° Personalien und Wohnsitz des Antragstellers;
- 2° Identität und Sitz der öffentlichen Behörde, bei der der Informationsantrag eingereicht worden ist;
- 3° der Gegenstand des Antrags auf Informationen oder auf Beseitigung der Irrtümer oder auf Berichtigung der Informationen;
- 4° die Mittel des Einspruchs.

Als Anlage zu seiner Klageschrift legt der Antragsteller außerdem alle von ihm für notwendig erachteten Schriftstücke und eine ausführliche Bestandsaufnahme der Informationen, die er teilweise bekommen hat, bei.

## ANSCHRIFT DES SEKRETARIATS DER EINSPRUCHSKOMMISSION

Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt

Avenue Prince de Liège 15

5100 Namur

ANLAGE III  
VERWEIGERUNG

Einschreiben ..... (Datum) (x) .....

BETR.: Informationsantrag betreffend die Umwelt.

Völlige oder teilweise Verweigerung für den Zugang zur Information

Infolge Ihres Schreibens vom (x) ..... über einen Informationsantrag betreffend (x) .....

teile ich Ihnen mit, dass die Daten über (x) ..... Ihnen aus folgenden Gründen nicht übermittelt werden können: (xx) .....

O - der Antrag betrifft interne Mitteilungen;

O - der Antrag ist offensichtlich missbräuchlich;

O - der Antrag ist in einer allzu allgemeinen Weise abgefasst;

O - die Information könnte Folgendes beeinträchtigen:

+ die Geheimhaltung der Beratungen der Regierung, des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums, des Ständigen Ausschusses;

+ die Geheimhaltung der interregionalen, nationalen und internationalen Verhandlungen der Region;

+ die Geheimhaltung der vor Gericht eingeleiteten Verfahren;

+ Geschäfts- und Betriebsgeheimnisse;

+ die Geheimhaltung des Privatlebens, insbesondere die Einhaltung der Bestimmungen über den Schutz der Vertraulichkeit der namentlichen Daten der Verwaltungsarchive und -dateien.

Begründung (x) .....

.....

(Unterschrift) (x) .....

(x) bitte ausfüllen (xx) bitte den Grund bzw. die Gründe ankreuzen

MODALITÄTEN DES EINSPRUCHS  
Buch I des Umweltgesetzbuches (Auszüge)

Art. D.15 - § 1 - Die öffentliche Behörde stellt dem Antragsteller die angeforderten Umweltinformationen zur Verfügung:

- a. so bald wie möglich, spätestens jedoch innerhalb eines Monats nach Eingang des Antrags, oder
- b. innerhalb von zwei Monaten nach Eingang des Antrags, falls die Information derart umfangreich und komplex ist, dass die unter Buchstabe a. erwähnte einmonatige Frist nicht eingehalten werden kann.

In diesem Fall teilt die öffentliche Behörde die Verlängerung der Frist unter Angabe der Gründe für diese Verlängerung so bald wie möglich, in jedem Fall jedoch vor Ablauf der unter Punkt a. erwähnten einmonatigen Frist, mit.

§ 2 - Ist ein Antrag zu allgemein formuliert, so fordert die Behörde den Antragsteller so bald wie möglich, spätestens jedoch vor Ablauf der in Absatz 1, Punkt a. vorgesehenen Frist, auf, den Antrag genauer zu präzisieren, und unterstützt ihn dabei auf angemessene Weise.

§ 3 - Wenn ein Antrag auf Umweltinformationen Artikel D.11, 5<sup>o</sup>, b. betrifft, antwortet die öffentliche Behörde darauf, indem sie gegebenenfalls den Ort angibt, wo die Angaben in Bezug auf die Messverfahren, einschließlich der Verfahren zur Analyse, Entnahme und Vorbereitung der für die Sammlung dieser Informationen verwendeten Proben, zu finden sind, oder indem sie auf ein standardisiertes Verfahren hinweist.

Art.D.18 - § 1 - Jede öffentliche Behörde, ob es sich um eine öffentliche Behörde im Sinne des vorliegenden Titels oder um eine einer anderen Machtebene als der Wallonischen Region unterliegende Einrichtung handelt, kann in folgenden Fällen einen Antrag auf Umweltinformationen ablehnen:

- a. die gewünschten Informationen sind nicht bei der öffentlichen Behörde vorhanden, an die der Antrag gerichtet worden ist, und werden auch nicht für diese bereitgehalten. In diesem Fall leitet die Behörde, falls ihr bekannt ist, dass die betreffenden Informationen bei einer anderen Behörde vorhanden sind oder für diese bereitgehalten werden, den Antrag möglichst rasch an diese andere Behörde weiter und setzt den Antragsteller hiervon in Kenntnis oder informiert ihn darüber, bei welcher Behörde er diese Informationen ihres Erachtens nach beantragen kann; wenn die Behörde, der der Antrag übermittelt wird, der Anwendung des vorliegenden Titels unterliegt, wird davon ausgegangen, dass sie in dessen Anwendung mit der Sache befasst ist, sobald sie den ihr übermittelten Antrag erhält.

- b. der Antrag ist offensichtlich missbräuchlich;
- c. der Antrag ist auch nach Anwendung des Artikels D. 15 § 2 zu allgemein formuliert;
- d. der Antrag betrifft Unterlagen, die gerade vervollständigt werden oder noch nicht abgeschlossen sind. In diesem Fall bezeichnet die öffentliche Behörde diejenige Behörde, die die betreffenden Unterlagen oder Daten erarbeitet, und gibt die Frist an, die sie zu deren Fertigstellung für notwendig erachtet.

e. der Antrag betrifft interne Mitteilungen.

§ 2 - Die in § 1 erwähnten Gründe für die Verweigerung werden auf einschränkende Weise ausgelegt, wobei das Interesse, das die Bekanntgabe der Information für die Öffentlichkeit darstellt, berücksichtigt wird. In jedem Einzelfall wird das öffentliche Interesse an der Bekanntgabe gegen das Interesse an der Verweigerung der Bekanntgabe von der öffentlichen Behörde abgewogen.

Art.D.19 - § 1 - Unbeschadet der in der Wallonischen Region anwendbaren nationalen Bestimmungen kann das im vorliegenden Titel garantierte Recht auf Zugang zur Information begrenzt werden, wenn dessen Ausübung innerhalb der Zuständigkeitsbereiche der Wallonischen Region Folgendes beeinträchtigen kann:

- a. die Vertraulichkeit der Beratungen der Behörden;
- b. die internationalen Beziehungen und die öffentliche Sicherheit;
- c. den reibungslosen Ablauf der Justiz, die Möglichkeit einer jeden Person, ein gerechtes Urteil zu erhalten, oder die Fähigkeit einer öffentlichen Behörde, eine Untersuchung strafrechtlicher oder disziplinarischer Art zu führen;
- d. die Geschäfts- oder Betriebsgeheimnisse, sofern diese gesetzlich vorgesehen sind, um berechtigte wirtschaftliche Interessen, einschließlich des öffentlichen Interesses an der Wahrung der Geheimhaltung von statistischen Daten und des Steuergeheimnisses, zu schützen;
- e. Rechte an geistigem Eigentum;



f. die Vertraulichkeit personenbezogener Daten oder Akten über eine natürliche Person, sofern diese der Bekanntgabe dieser Informationen nicht zugestimmt hat;

g. die Interessen oder den Schutz einer jeden Person, die die beantragten Informationen freiwillig zur Verfügung gestellt hat, ohne dazu per Dekret verpflichtet zu sein oder verpflichtet werden zu können, es sei denn, dass diese Person der Bekanntgabe dieser Daten zugestimmt hat;

h. den Schutz der Umweltbereiche, auf die sich die Informationen beziehen.

Jegliche öffentliche Behörde, ob es sich um eine öffentliche Behörde im Sinne des vorliegenden Titels oder um eine Einrichtung handelt, die einer anderen Machtebene als der Wallonischen Region unterliegt, kann diese Gründe für die Einschränkung gelten lassen.

§ 2 - Die in § 1 erwähnten Einschränkungsründe werden auf einschränkende Weise ausgelegt, wobei das Interesse, das die Bekanntgabe der Informationen für die Öffentlichkeit darstellt, berücksichtigt wird. In jedem Einzelfall wird das öffentliche Interesse an der Bekanntgabe gegen das Interesse an der Verweigerung der Bekanntgabe von der öffentlichen Behörde abgewogen.

Die öffentliche Behörde darf keinen Antrag auf der Grundlage von § 1, a., d., f., g. und h. verweigern, wenn sie Informationen bezüglich Emissionen in die Umwelt betrifft.

Art. D.20-1 - § 1 - Jede völlige oder teilweise Verweigerung der Mitteilung der Informationen auf der Grundlage der Artikel D.18 § 1 und D.19 § 1 ist Gegenstand eines mit Gründen versehenen Beschlusses und wird dem Antragsteller innerhalb der in Artikel D.15 § 1, a. oder gegebenenfalls der in Artikel D.15 § 1 b. vorgesehenen Frist schriftlich mitgeteilt.

§ 2 - In der Zustellung der Verweigerung müssen die Einspruchsmöglichkeiten und -modalitäten angegeben werden, über die der Antragsteller gemäß dem Abschnitt III des vorliegenden Kapitels verfügt.

Art. D.20-6 - Jeder Antragsteller, der der Ansicht ist, dass sein Informationsantrag unbeachtet geblieben, missbräuchlicher- oder unberechtigterweise, ganz oder teilweise, abgelehnt, unzureichend in Betracht gezogen oder nicht gemäß dem vorliegenden Kapitel bearbeitet worden ist, kann gegen die Handlungen oder Versäumnisse der betreffenden öffentlichen Behörde bei der Einspruchskommission für das Recht auf Zugang zu Umweltinformationen Einspruch einlegen.

Der Einspruch wird mittels einer Klageschrift eingelegt, die an das Sekretariat der Einspruchskommission per bei der Post aufgegebenen Einschreibens oder durch jedes andere Mittel, das dem Dokument ein sicheres und durch die Regierung bestimmtes Datum verleiht, gerichtet wird. Der Einspruch muss binnen fünfzehn Tagen nach dem Eingang der Zustellung des angefochtenen Beschlusses, oder mangels eines solchen Beschlusses, binnen fünfzehn Tagen nach Ablauf der in Art. D.15 vorgesehenen Fristen eingelegt werden.

Art. D.20-7 - In der Klageschrift stehen folgende Angaben:

1° Personalien und Wohnsitz des Antragstellers;

2° Identität und Sitz der öffentlichen Behörde, bei der der Informationsantrag eingereicht worden ist;

3° der Gegenstand des Antrags auf Informationen oder auf Beseitigung der Irrtümer oder auf Berichtigung der Informationen;

4° die Mittel des Einspruches.

Als Anlage zu seiner Klageschrift legt der Antragsteller außerdem alle von ihm für notwendig erachteten Schriftstücke und eine ausführliche Bestandsaufnahme der Informationen bei, die er teilweise bekommen hat.

ANSCHRIFT DES SEKRETARIATS DER EINSPRUCHSKOMMISSION

Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt

Avenue Prince de Liège 15

5100 Namur

**Art. 3** - - Die Artikeln R.19 bis R.33 werden außer Kraft gesetzt.

**Art. 4** - - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Juli 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 3442

[2006/202843]

#### 13 JULI 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek waarin de modaliteiten van het recht op toegang tot milieu-informatie vastliggen

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 2003/4/EG van het Europees Parlement en de Raad van 28 januari 2003 inzake de toegang van het publiek tot milieu-informatie en tot intrekking van Richtlijn 90/313/EEG van de Raad;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, zoals gewijzigd bij het decreet van 16 maart 2006, inzonderheid op artikel D. 20-4, vierde lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 april 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 juli 2006;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 31 mei 2006, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De artikelen R. 17 en R 18 van Boek I van het Milieuwetboek worden vervangen als volgt :

HOOFDSTUK I. — *Type-document*

**Art. R.17.** Om ontvangst te berichten van informatieaanvragen, van aanvragen tot schrapping van vergissingen of tot rechtzetting van gegevens, om termijnen voor toegang tot informatie te verlengen of om de mededeling van gegevens geheel of gedeeltelijk te weigeren, maken de openbare overheden gebruik van de documenten opgemaakt naar de modellen bedoeld in de bijlagen I tot IV.

HOOFDSTUK II. — *Commissie van beroep*

**Art. R.18.** De leden van de commissie van beroep hebben recht op 57,60 euro presentiegeld.

De voorzitter en de leden van de commissie van beroep hebben recht op de terugbetaling van hun verplaatsingskosten overeenkomstig de modaliteiten bepaald in Boek IV, Titel II, hoofdstuk I, van het besluit van de Waalse Regering houdende de Waalse Ambtenarencode.

**Art. 2.** In het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek worden de bijlagen I tot III vervangen als volgt :

BIJLAGE I

BERICHT VAN ONTVANGST

(Datum) (x) .....

BETREFT : Verzoek om milieu-informatie.

Bericht van ontvangst.

Overeenkomstig artikel D.14, § 2, van Boek I van het Milieuwetboek, bericht ik ontvangst van uw brief van (x) ..... ontvangen op (x) ..... en betreffende een verzoek om informatie betreffende (x) .....

(xx) 1) Het (de) aangevraagde document(en) kan/kunnen vanaf (x) ..... (datum) op volgend adres (x) ..... gratis ingekeken worden op (dagen en uren) (x) .....

(xx) 2) Het (de) aangevraagde document(en) wordt/worden u toegestuurd tegen betaling van ... euro/blad vóór (x) .....

(xx) 3) Een antwoord wordt u op verzoek verstrekt vóór (x) ..... (datum)

(x) (handtekening) .....

Contactpersoon (x) :

Telefoon (x) :

E-mail adres (x) :

(x) : in te vullen

(xx) : schrappen wat niet past

BEROEPSMODALITEITEN

Boek I van het Milieuwetboek (uittreksels)

Art. D.15. § 1. De overheidsinstantie legt de gevraagde milieu-informatie ter inzage van de aanvrager :

a. zodra het mogelijk is en, uiterlijk, binnen een maand na ontvangst van de aanvraag, hetzij;

b. binnen twee maanden na ontvangst van de aanvraag indien de informatie zo omvangrijk en complex is dat de onder a. bedoelde termijn van één maand niet haalbaar is.

In dat geval geeft de overheidsinstantie zo spoedig mogelijk, hoe dan ook voordat de termijn van één maand afloopt, kennis van elke termijnverlenging en van de redenen daarvoor.

§ 2. Indien een informatieaanvraag te algemeen geformuleerd is, verzoekt de overheidsinstantie de aanvrager zo spoedig mogelijk, uiterlijk vóór het verstrijken van de termijn bedoeld in § 1, punt a., zijn aanvraag te preciseren en helpt zij hem daarbij op gepaste wijze.

§ 3. Als een aanvraag om milieu-informatie op artikel D.11, 5°, b. slaat, vermeldt de overheidsinstantie in haar antwoord desgevallend de plaats waar de aanwijzingen i.v.m. de meetmethodes, inclusief die inzake monsteranalyse, -name en -bereiding, op grond waarvan informatie ingezameld wordt te vinden is of verwijst ze naar een gestandaardiseerde procedure.

Art. D.20-6. Elke aanvrager die acht dat zijn verzoek om informatie genegeerd werd, ten onrechte (geheel of gedeeltelijk) geweigerd werd of onvoldoende in aanmerking genomen werd of niet overeenkomstig dit hoofdstuk behandeld werd, kan bij de commissie van beroep voor het recht van toegang tot milieu-informatie beroep instellen tegen de handelingen of nalatigheden van betrokken overheidsinstantie.

Het beroep wordt d.m.v. een aangetekend verzoek aan het secretariaat van de commissie van beroep gericht of met elk ander bepaald door de Regering bepaald middel met vaste dagtekening. Het beroep wordt ingediend binnen vijftien dagen na ontvangst van de kennisgeving van de betwiste beslissing of, bij gebrek aan die beslissing, binnen vijftien dagen na het verstrijken van de in artikel D.15 bedoelde termijn.

Art. D.20-7. Het verzoek vermeldt :

1° de identiteit en de woonplaats van de aanvrager;

2° de identiteit en de zetel van de overheid waaraan de informatieaanvraag is gericht;

3° het voorwerp van die informatieaanvraag of van het verzoek tot schrapping van de vergissingen of tot rechtzetting van de informatie;

4° de middelen van het beroep.

De aanvrager laat zijn verzoek bovendien vergezeld gaan van alle stukken die hij nuttig acht en van een uitvoerige inventaris van de informatie die hij gedeeltelijk ontvangen zou hebben.

ADRES VAN HET SECRETARIAAT VAN DE COMMISSIE VAN BEROEP

« Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » (Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu)

Avenue Prince de Liège 15

5100 Namur (Namen)

## BIJLAGE II

## VERLENGING VAN DE TERMIJNEN

Aangetekend schrijven ..... (Datum) (x) .....

BETREFT : Verzoek om milieu-informatie.

Verlenging van de vastgelegde termijnen

In antwoord op uw schrijven van (x) ..... betreffende het verzoek om informatie in verband met (x)

.....  
wordt de termijn waarbinnen ingegaan moet worden op uw verzoek om toegang tot informatie verlengd tot (x)  
..... (datum) wegens de materiële onmogelijkheid om binnen de voorgeschreven termijn  
inzage te verlenen in de gevraagde stukken

(motiveren als volgt) (x)

.....  
.....  
(handtekening) (x) .....

Contactpersoon (x) :

Telefoon (x) :

E-mail adres (x) :

.....  
(x) in te vullen.

## BEROEPSMODALITEITEN

## Boek I van het Milieuwetboek (uittreksels)

Art. D.15. § 1. De overheidsinstantie legt de gevraagde milieu-informatie ter inzage van de aanvrager :

*a.* zodra het mogelijk is en, uiterlijk, binnen een maand na ontvangst van de aanvraag, hetzij;

*b.* binnen twee maanden na ontvangst van de aanvraag indien de informatie zo omvangrijk en complex is dat de onder *a)* bedoelde termijn van één maand niet haalbaar is.

In dat geval geeft de overheidsinstantie zo spoedig mogelijk, hoe dan ook voordat de termijn van één maand afloopt, kennis van elke termijnverlenging en van de redenen daarvoor.

§ 2. Indien een informatieaanvraag te algemeen geformuleerd is, verzoekt de overheidsinstantie de aanvrager zo spoedig mogelijk, uiterlijk vóór het verstrijken van de termijn bedoeld in § 1, punt *a.*, zijn aanvraag te preciseren en helpt zij hem daarbij op gepaste wijze.

§ 3. Als een aanvraag om milieu-informatie op artikel D.11, 5°, *b.* slaat, vermeldt de overheidsinstantie in haar antwoord desgevallend de plaats waar de aanwijzingen i.v.m. de meetmethodes, inclusief die inzake monsteranalyse, -name en -bereiding, op grond waarvan informatie ingezameld wordt te vinden is of verwijst ze naar een gestandaardiseerde procedure.

Art. D.20-6. Elke aanvrager die acht dat zijn verzoek om informatie genegeerd werd, ten onrechte (geheel of gedeeltelijk) geweigerd werd, of onvoldoende in aanmerking genomen werd of niet overeenkomstig dit hoofdstuk behandeld werd, kan bij de Commissie van beroep voor het recht van toegang tot milieu-informatie beroep instellen tegen de handelingen of nalatigheden van betrokken overheidsinstantie.

Het beroep wordt d.m.v. een aangetekend verzoek aan het secretariaat van de Commissie van beroep gericht of met elk ander bepaald door de Regering bepaald middel met vaste dagtekening. Het beroep wordt ingediend binnen vijftien dagen na ontvangst van de kennisgeving van de betwiste beslissing of, bij gebrek aan die beslissing, binnen vijftien dagen na het verstrijken van de in artikel D.15 bedoelde termijn.

Art. D.20-7. Het verzoek vermeldt :

1° de identiteit en de woonplaats van de aanvrager;

2° de identiteit en de zetel van de overheid waaraan de informatieaanvraag is gericht;

3° het voorwerp van die informatieaanvraag of van het verzoek tot schrapping van de vergissingen of tot rechtzetting van de informatie;

4° de middelen van het beroep.

De aanvrager laat zijn verzoek bovendien vergezeld gaan van alle stukken die hij nuttig acht en van een uitvoerige inventaris van de informatie die hij gedeeltelijk ontvangen zou hebben.

## ADRES VAN HET SECRETARIAAT VAN DE COMMISSIE VAN BEROEP

« Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » (Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu)

Avenue Prince de Liège 15

5100 Namur (Namen)

## BIJLAGE III

## WEIGERING

Aangetekend schrijven ..... (Datum) (x) .....

BETREFT : Verzoek om milieu-informatie.

Gehele of gedeeltelijke weigering van toegang tot informatie.

In antwoord op uw schrijven van (x) ..... betreffende het verzoek om informatie in verband met (x) ..... kunnen de gegevens betreffende (x) ..... niet verstrekt worden om volgende redenen : (xx) .....

O - het verzoek betreft interne mededelingen;

O - het verzoek is kennelijk onredelijk;

O - het verzoek is te algemeen geformuleerd;

O - de informatie kan afbreuk doen aan :

+ het geheim van de beraadslagingen van de Regering, van het college van burgemeester en schepenen, van de bestendige deputatie;

+ het geheim van de intergewestelijke, nationale, internationale onderhandelingen waaraan het Gewest deelneemt;

+ het geheim van de voor de rechtbanken gevoerde procedures;

+ het bedrijfs- en handelsgeheim;

+ het geheim van het privéleven, met name de naleving van de bepalingen betreffende de bescherming en de vertrouwelijkheid van gegevens op naam in bestuursarchieven en -bestanden.

Motivering (x) .....

(handtekening) (x) .....

(x) in te vullen.

(xx) motief of motieven aangeven.

## BEROEPSMODALITEITEN

## Boek I van het Milieuwetboek (uittreksels)

Art. D.15. § 1. De overheidsinstantie legt de gevraagde milieu-informatie ter inzage van de aanvrager :

*a.* zodra het mogelijk is en, uiterlijk, binnen een maand na ontvangst van de aanvraag, hetzij;

*b.* binnen twee maanden na ontvangst van de aanvraag indien de informatie zo omvangrijk en complex is dat de onder *a.* bedoelde termijn van één maand niet haalbaar is.

In dat geval geeft de overheidsinstantie zo spoedig mogelijk, hoe dan ook voordat de termijn van één maand afloopt, kennis van elke termijnverlenging en van de redenen daarvoor.

§ 2. Indien een informatieaanvraag te algemeen geformuleerd is, verzoekt de overheidsinstantie de aanvrager zo spoedig mogelijk, uiterlijk vóór het verstrijken van de termijn bedoeld in paragraaf 1, punt *a.*, zijn aanvraag te preciseren en helpt zij hem daarbij op gepaste wijze.

§ 3. Als een aanvraag om milieu-informatie op artikel D.11, 5°, *b.*, slaat, vermeldt de overheidsinstantie in haar antwoord desgevallend de plaats waar de aanwijzingen i.v.m. de meetmethodes, inclusief die inzake monsteranalyse, -name en -bereiding, op grond waarvan informatie ingezameld wordt te vinden is of verwijst ze naar een gestandaardiseerde procedure.

Art. D.18. § 1. Elke overheid, hetzij een overheidsinstantie in de zin van deze titel of een instelling die ressorteert onder een ander machtsniveau dan het Waalse Gewest, kan een aanvraag om milieu-informatie weigeren indien :

*a.* de gevraagde informatie niet door of voor de overheidsinstantie waaraan het verzoek is gericht. Wanneer de overheidsinstantie in een dergelijk geval weet dat de informatie in het bezit is van of beheerd wordt voor een andere overheidsinstantie, stuurt zij de aanvraag zo spoedig mogelijk door naar die andere instantie, waarbij zij de aanvrager daarvan op de hoogte brengt of hem erop wijst bij welke overheidsinstantie hij de gevraagde informatie kan verkrijgen;

als de instantie waaraan de aanvraag wordt overgemaakt, onderworpen is aan de toepassing van deze titel, wordt zij bij toepassing hiervan geacht aanhangig gemaakt te zijn vanaf de ontvangst van de aanvraag die haar wordt overgemaakt;

*b.* het verzoek kennelijk onredelijk is;

*c.* het verzoek te algemeen geformuleerd is, zelfs na toepassing van artikel D.15, § 2;

*d.* het verzoek nog onvoltooid materiaal of onvoltooid documenten of gegevens betreft;

In dit geval dient de overheidsinstantie de naam te vermelden van de instantie die verantwoordelijk is voor de voorbereiding van het materiaal of de gegevens in kwestie, alsmede het geschatte tijdstip van voltooiing;

*e.* het verzoek interne mededelingen betreft.

§ 2. De in § 1 genoemde gronden voor weigering worden restrictief uitgelegd, met inachtneming van het met bekendmaking gediende openbare belang. In elk afzonderlijk geval weegt de overheidsinstantie het algemeen belang dat met openbaarmaking gediend is af tegen het belang dat met weigering tot openbaarmaking gediend is.

Art. D.19. § 1. Onverminderd de nationale bepalingen die in het Waalse Gewest van toepassing zijn, kan het recht op toegang tot informatie waarin deze titel voorziet, beperkt worden voorzover de uitoefening ervan in het bevoegdheidsgebied van het Waalse Gewest afbreuk zou kunnen doen aan :

*a.* het vertrouwelijke karakter van de beraadslagingen van de overheidsinstanties;

*b.* de internationale betrekkingen en de openbare veiligheid;

*c.* de vlotte rechtsgang, de mogelijkheid van een rechtvaardig vonnis voor elke persoon of aan de bevoegdheid van een overheid om een strafrechtelijk of disciplinair onderzoek in te stellen;

*d.* de vertrouwelijkheid van commerciële of industriële informatie, wanneer ze de wetgeving daarin voorziet om een gewettigd economisch belang te beschermen, met inbegrip van het algemeen belang dat met statistische en fiscale geheimhouding is gediend;

*e.* de intellectuele eigendomsrechten;

*f.* de vertrouwelijkheid van persoonsgegevens of dossiers betreffende een natuurlijke persoon die niet heeft ingestemd met de bekendmaking van informatie;

g. de belangen of de bescherming van elke persoon die de gevraagde informatie vrijwillig heeft verstrekt, zonder dat het decreet hem daartoe verplicht of zou kunnen verplichten, tenzij hij met de vrijgave van de informatie ingestemd heeft;

h. de bescherming van het milieu waarop de informatie betrekking heeft.

Elke overheid, hetzij een overheidsinstantie in de zin van deze titel of een instelling die ressorteert onder een ander machtsniveau dan het Waalse Gewest, kan deze beperkingsgronden laten gelden.

§ 2. De beperkingsgronden bedoeld in paragraaf 1 worden restrictief geïnterpreteerd, rekening houdende met het belang van de bekendmaking voor het publiek. In elk afzonderlijk geval weegt de overheidsinstantie het algemeen belang dat met openbaarmaking gediend is af tegen het belang dat met weigering tot openbaarmaking gediend is.

De overheid mag een aanvraag krachtens § 1, a., d., f., g. et h. niet weigeren indien ze betrekking heeft op informatie over milieuemissies.

Art. D.20-1. § 1. Elke gehele of gedeeltelijke weigering tot mededeling van gegevens op grond van de artikelen D.18, § 1, en D.19, § 1, is het voorwerp van een met redenen omklede beslissing, waarvan schriftelijk kennis gegeven wordt aan de aanvrager binnen de termijn vastgelegd in artikel D.15, § 1, a., of, in voorkomend geval, binnen de termijn vastgelegd in artikel D. 15, § 1, b.

§ 2. De kennisgeving van de weigering maakt duidelijk melding van de beroepsmogelijkheden waarover de aanvrager beschikt en van de desbetreffende modaliteiten, overeenkomstig afdeling III van dit hoofdstuk.

Art. D.20-6. Elke aanvrager die acht dat zijn verzoek om informatie genegeerd werd, ten onrechte (geheel of gedeeltelijk) geweigerd werd, of onvoldoende in aanmerking genomen werd of niet overeenkomstig dit hoofdstuk behandeld werd, kan bij de commissie van beroep voor het recht van toegang tot milieu-informatie beroep instellen tegen de handelingen of nalatigheden van betrokken overheidsinstantie.

Het beroep wordt d.m.v. een aangetekend verzoek aan het secretariaat van de commissie van beroep gericht of met elk ander door de Regering bepaald middel met vaste dagtekening. Het beroep wordt ingediend binnen vijftien dagen na ontvangst van de kennisgeving van de betwiste beslissing of, bij gebrek aan die beslissing, binnen vijftien dagen na het verstrijken van de in artikel D.15 bedoelde termijn.

Art. D.20-7. Het verzoek vermeldt :

- 1° de identiteit en de woonplaats van de aanvrager;
- 2° de identiteit en de zetel van de overheid waaraan de informatieaanvraag is gericht;
- 3° het voorwerp van die informatieaanvraag of van het verzoek tot schrapping van de vergissingen of tot rechtzetting van de informatie;
- 4° de middelen van het beroep.

De aanvrager laat zijn verzoek bovendien vergezeld gaan van alle stukken die hij nuttig acht en van een uitvoerige inventaris van de informatie die hij gedeeltelijk ontvangen zou hebben.

ADRES VAN HET SECRETARIAAT VAN DE COMMISSIE VAN BEROEP

« Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » (Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu)

Avenue Prince de Liège 15

5100 Namur (Namen)

Art. 3. De artikelen R.19 tot R.33 worden opgeheven.

Art. 4. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 juli 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 3443

[2006/202815]

**13 JUILLET 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant les arrêtés du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif à la licence de fourniture d'électricité et du 16 octobre 2003 relatif à la licence de fourniture de gaz**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment l'article 30, modifié par le décret programme du 3 février 2005;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment l'article 30, modifié par le décret programme du 3 février 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif à la licence de fourniture d'électricité;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif à la licence de fourniture de gaz modifié par le décret du 19 décembre 2002;

Vu l'avis de la CWaPE CD-6a24-CWaPE-109 du 26 janvier 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 40.523/4, donné le 7 juin 2006 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;